

Je tiens à le faire afin de montrer où se dirige le pays s'il ne recourt pas à des mesures de la plus haute sagesse.

Dans son discours au comité, le ministre du Revenu national (M. McCann), dont les observations, j'en suis sûr, se rapportaient directement au bill, a prononcé des paroles qu'il ne regrettera pas de voir répétées. Il a fait cette déclaration d'un ton si solennel et si grave et ses partisans l'ont tellement applaudi qu'il aimerait, j'en suis sûr, qu'on la répète maintes fois:

Pas du tout. Je signale, cependant, à l'honorable député qu'avant de revenir à la situation normale...

Il parlait de la situation créée par la guerre.

...nous devons sans doute utiliser bien des articles employés autrefois. S'il faut dépenser des milliards à des fins de guerre, qui ne rapportent aucun revenu, nous devons nous préparer à un degré d'austérité comme le pays n'en a pas connu depuis longtemps.

J'estime que c'est là l'opinion arrêtée du ministère des Finances. L'autre jour, le ministre du Commerce a prononcé un excellent discours dont j'ai cité hier plusieurs passages. Il a dit à la Chambre, comme on peut le constater à la page 464 du hansard, que si les particuliers et les gouvernements collaborent, il n'y a aucune raison pour que les Canadiens ne soient pas en mesure d'accélérer leurs préparatifs tout en maintenant un niveau élevé d'existence. Les honorables députés peuvent établir un parallèle entre ce résumé des observations du ministre du Commerce et l'exposé du ministre du Revenu national et prendre celui qu'ils jugent le plus véridique sur le sujet à l'étude. Le ministre du Commerce (M. Howe), à mon avis, a eu bien raison de signaler que notre pays est en mesure de produire plus de biens que jamais. Il suffira, a-t-il dit, d'une faible proportion de notre productivité pour faire face à nos obligations militaires. Au plus fort de la dernière guerre, nous avons eu besoin d'une partie considérable de notre production. Il a donné à entendre, de plusieurs autres façons, qu'il n'y avait aucune raison pour instituer au pays un régime de pénuries, d'austérités. Le niveau de notre production actuelle est très élevé et notre productivité peut d'autre part fort bien répondre à ces nouvelles exigences considérables.

J'invite ceux qui veulent connaître la substance des paroles du ministre à se reporter à certaines citations que j'ai faites hier et qui sont consignées au compte rendu. Les députés et les citoyens en général pourront, à lire ces passages, se faire une idée juste de la situation. Monsieur l'Orateur, il semblerait que bien des gens, de propos délibéré, veulent

faire croire à la population qu'il est indispensable qu'elle se serre la ceinture, qu'elle accepte les peines de l'austérité et des restrictions si elle veut livrer la guerre. De fait, c'est le contraire qui est vrai. Plus notre économie générale sera forte, plus le niveau de vie de la population sera élevé, plus les gens consentiront de bon cœur à affronter les nombreux dangers, à supporter les nombreux sacrifices qui surgiront quoi que nous fassions. A mon avis, voici le problème qui se pose aujourd'hui aux députés et à la population. Nous laisserons-nous imposer un régime de pénuries ou bien insisterons-nous pour que dans un pays si riche en ressources, comme le Canada, nous maintenions, malgré la guerre, notre haut niveau de vie?

On a beaucoup parlé de l'inflation. Or je voudrais moi-même en dire un mot. Le représentant de Kootenay-Ouest (M. Hertridge) a mentionné un certain nombre d'articles dont, à Toronto, les prix ont monté, au cours des deux ou trois derniers jours. Je demande à n'importe quel membre de la Chambre, du Gouvernement, ou à tout citoyen, s'il estime que c'est la surabondance de l'argent ou la pénurie de marchandises qui a suscité une seule de ces augmentations. Ou encore, résultent-elles de manœuvres directes, et, en certains cas, pernicieuses, de la part de ceux qui étaient en mesure de manipuler? Je défie toute personne en cause qui a haussé les prix de la façon dont le représentant de Kootenay-Ouest l'a indiqué, de prouver qu'elle avait le moindre motif raisonnable de le faire. Elles ne peuvent sûrement pas invoquer à bon droit l'inflation qui existe par suite d'une surabondance d'argent ou d'une pénurie de marchandises. Figurez-vous que l'on hausse le prix du pain, du lait, du sucre ou d'autres denrées semblables, au Canada, sous prétexte qu'il y a trop d'argent! Il y a de quoi nous donner le cauchemar. C'est insensé que de le prétendre. Pourtant, on cherche à faire accepter cette idée même parmi la population. Si les membres de la Chambre se laissent pénétrer de cette théorie, ils le regretteront amèrement, de même que tous ceux qui leur ont confié des fonctions.

Voilà pour ce qui est de l'inflation. Je suis d'avis que nous pouvons augmenter suffisamment notre production pour surnager malgré les fortes dépenses nécessaires à la guerre, que nous pouvons éviter l'augmentation du prix des denrées et faire en outre que les pénuries n'atteignent que de rares articles. Nous pouvons éviter un accroissement de prix qui entraînerait ce qu'on appelle ordinairement l'inflation. A la lumière de ces affirmations, examinons le bien fondé de